



## LIBERTÉ DE PRESSE



Togo

## Le rapport 2025-2026 de l'OTM entre progrès mesurés et défis persistants

Publié à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, le rapport annuel 2025-2026 de l'Observatoire togolais des médias (OTM) offre une lecture nuancée de l'état du secteur. Entre avancées visibles et contraintes ...

PAGE 11

## GENRE



Droits des femmes

## Ekinamag donne l'opportunité aux intéressées d'en débattre

Ekinamag, premier webmagazine féministe au Togo, a organisé hier à Lomé, un événement dénommé « cercle au vert entre femmes leaders ». Organisée avec l'appui de la délégation de l'Union européenne (UE) au Togo, la rencontre avait pour thème : Les droits ...

PAGE 8

## NÉCROLOGIE

Décès de Togbui Agboli Agokoli IV

## Le monde coutumier togolais perd un repère historique

Le Togo pleure l'une de ses grandes figures traditionnelles. Togbui Agboli Agokoli IV est décédé le 4 février 2026 à l'âge ...

PAGE 11

## Attaques terroristes du 25 avril 2026

## Le Parlement de la Cédéao reste solidaire avec le peuple malien

Au siège du Parlement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) à Abuja au Nigeria, l'on a assisté le lundi 4 mai 2026, à l'ouverture officielle de la première session ordinaire de l'année. Occasion pour le Parlement, de témoigner sa solidarité au peuple malien suite aux attaques terroristes perpétrées ...



PAGE 3



## Coopération Togo-Commonwealth

## Faure Gnassingbé échange avec Shirley Ayorkor Botchway à Lomé

Le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a reçu ce mardi 5 mai 2026 à Lomé, la secrétaire générale du Commonwealth, Shirley Ayorkor Botchway, en visite de travail au Togo. Cette rencontre s'inscrit dans une dynamique de consolidation des relations entre le pays et l'organisation, avec en ligne de mire l'exploration ...

PAGE 3

## DERNIERES HEURES

### Bourses Matsumae 2027 : appel à candidatures pour des chercheurs internationaux

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique du Togo annonce l'ouverture des candidatures aux bourses de la Fondation internationale Matsumae pour l'année 2027. Ce programme offre aux chercheurs internationaux une opportunité de séjour scientifique entièrement financé au Japon.

Destinée aux titulaires d'un doctorat âgés de 45 ans au plus, cette bourse s'adresse aux professionnels en activité souhaitant approfondir leurs travaux dans un environnement académique de haut niveau. Les candidats doivent obtenir l'accord préalable d'une institution d'accueil japonaise et justifier d'une bonne maîtrise de l'anglais ou du japonais. Ils s'engagent également à regagner leur pays à l'issue du programme. D'une durée de six mois, le séjour se déroulera entre juin 2027 et mars 2028. Les domaines concernés couvrent notamment les sciences naturelles, l'ingénierie, la médecine et l'agriculture.

Au-delà de la formation, l'initiative vise à renforcer les échanges scientifiques et à favoriser l'application des connaissances acquises au service du développement. Les candidatures sont ouvertes du 1er au 30 juin 2026 via la plateforme officielle de la fondation.

## OTR / Dépôt des états financiers

## Encore 10 jours pour les retardataires

Au Togo, le délai de soumission des états financiers via la plateforme électronique du Guichet unique de dépôt des états financiers (Gudéf) est désormais fixé au 10 mai 2026 pour les personnes morales, à l'exception des sociétés d'assurances et de réassurances. Cette mesure a été annoncée par l'Office togolais des recettes (OTR) dans un communiqué ...



PAGE 5



## SOMMAIRE

Bénin/Politique  
Nicéphore Soglo salut le départ annoncé du président Talon, symbole d'une politique rare



P 4

Dépôt des états financiers  
L'OTR accorde un délai supplémentaire de 10 jours



P 5

Insécurité foncière  
Les terres coutumières sont de plus en plus menacées par les activités humaines



P 10

## Echos des bénéficiaires des produits FNFI

## Les témoignages de Egah Afi, Bénéficiaire du Produit "Accès des Jeunes aux Services Financiers"

**Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI", votre Journal Togo Matin vous conduit à Lomé pour partager avec vous les témoignages de EGAH Afi, Bénéficiaire du Produit "Accès des Jeunes aux Services Financiers" (AJSEF), un des produits du Fonds National de la Finance Inclusive.**

EGAH Afi, est une coiffeuse professionnelle. Son rêve depuis toujours, pouvoir après sa formation initiale en coiffure se doter d'un atelier où elle pourra exercer son activité dans le calme et la sérénité.

" J'ai bouclé ma formation en coiffure et j'ai eu mon diplôme professionnel depuis longtemps. Une fois à la maison, comme c'est

de Microfinance classique pour voir dans quelles conditions je pouvais être appuyé financièrement. Je me suis donc rendu auprès de PADES MICROFINANCE pour voir dans quelles conditions je pouvais contracter un microcrédit. Une fois là-bas, ils m'ont renseigné davantage sur le produit AJSEF du FNFI, et je me suis dit que ce produit était très bien adapté à mes besoins. Les conseils que m'a donné l'agent de crédit étaient très simples : pouvoir me constituer en groupe solidaire avec d'autres personnes dans la même situation que moi, à conditions que ces personnes soient solvables, suivre une formation en création d'activités génératrices de revenus et en gestion de crédit avant l'obtention du crédit."

La situation de notre interlocutrice est semblable à celle de plusieurs autres dans le pays, qui après l'obtention de leurs diplômes de fin de formation se retrouvent confrontés à des difficultés financières pour pouvoir se mettre à leurs propres comptes. Et c'est justement pour favoriser l'accès aux financements à ce groupe de personnes vulnérables, que le FNFI à travers le mécanisme du faire - faire de ses 26 Prestataires de Services Financiers (PSF) leur vient en aide. Un processus

très simplifié permettant au demandeur d'avoir le crédit pour assurer son épanouissement.

" Fort heureusement, j'avais dans mon quartier, trois amies qui avaient bouclé également leur formation et qui éprouvaient les mêmes difficultés que moi pour pouvoir se mettre à leur propre compte. Nous nous sommes alors constituées en groupe solidaire de 4 personnes et nous sommes repartis voir PADES Microfinance. Après l'enregistrement et quelques conseils d'usage, nous avons été mis en relation avec un Prestataire de Services Techniques qui a renforcé nos compétences en gestion de crédit. La formation à durer trois jours, et après celle-ci nous sommes retournés vers notre Institution de Microfinance et le crédit s'est mis en place. Moi j'ai obtenu un crédit de 300.000 FCFA qui m'a permis de pouvoir aménager ce petit espace que vous voyez. Avec le reste je me suis équipé d'un séchoir et de quelques quantités de mèches. Et depuis lors, j'ai pris en main mon activité et j'utilise toutes les stratégies nécessaires pour pouvoir fidéliser ma clientèle. Je peux sans langue de bois vous affirmer que quotidiennement, je parviens à avoir des recettes qui me permettent d'aller de l'avant. Je suis heureuse

et épanouie car à présent je mets à contribution les enseignements que j'ai reçus lors de ma formation professionnelle"

Mais Afi n'ignore pas que pour pouvoir obtenir le second cycle du crédit AJSEF pour pouvoir consolider les activités de son salon de coiffure, qu'elle doit rembourser au bout de 1 an la totalité des 300.000 FCFA qu'elle a reçue majorée de 8 % comme taux d'intérêt. Les remboursements du crédit précédent étant une condition indispensable pour l'obtention du second cycle de crédit.

" Lors de la formation, on nous a bien expliqué que nous devons rembourser à temps et en montant tous les crédits que nous obtenons. Ce faisant, nous restons longtemps dans la dynamique de l'inclusion financière. De mon côté, je me suis organisé de telle manière qu'au bout d'une semaine j'arrive à dégager des recettes que je mets de côté. Ces différentes ressources sont compilées à la fin du mois et me permettent d'honorer ma mensualité de remboursement auprès de mon Institution de Microfinance. Ce faisant, personnellement, je n'ai aucune difficulté depuis le début vis-à-vis des remboursements."



Egah Afi

Lomé, Apédokoé, en parcourant les artères de ce quartier de la capitale, nous allons à la rencontre d'une des innombrables bénéficiaires du Produit AJSEF du FNFI. En rappel, le produit AJSEF du FNFI est un produit destiné aux jeunes dont l'âge est compris entre 18 et 40 ans, diplômés sans emplois, artisans... désireux de se prendre en charge à travers l'auto emploi.

logiquement le cas pour la majorité des filles en fin d'apprentissage, il me fallait m'installer à mon propre compte, ouvrir un atelier et m'équiper progressivement. Mais malheureusement, mes propres ressources que je détenais ne me permettaient même pas de pouvoir louer un petit local pour commencer. C'est alors que je me suis dit que je devais me rapprocher d'une Institution

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC  
Edité par DIRECT MEDIA RCCM  
N° TG\_LOM 2015 B 1045  
BP : 30117 Lomé - Togo  
Tél : (+228) 97 87 12 42  
Facebook: togomatin  
E-mail : atogomatin@gmail.com  
Site web: www.togomatin.tg  
Tw: @togomatin1  
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :  
Motchosso Kodlakina

Secrétaire de rédaction :  
Edy Alley

Responsable web :  
Carlos Amevor

Comité de rédaction :  
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima

Edem Dadzie

Caleb Akponou

Affo-Djèlè Alarba

Responsable administrative, financière  
et commerciale :  
Amah Essognim

Graphiste:  
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin  
Tirage : (2000 exemplaires)

## Coopération Togo-Commonwealth

## Faure Gnassingbé échange avec Shirley Ayorkor Botchway à Lomé

**Le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a reçu ce mardi 5 mai 2026 à Lomé, la Secrétaire générale du Commonwealth, Shirley Ayorkor Botchway, en visite de travail au Togo. Cette rencontre s'inscrit dans une dynamique de consolidation des relations entre le pays et l'organisation, avec en ligne de mire l'exploration de nouveaux axes de coopération.**

Au terme des échanges, la Secrétaire générale s'est félicitée de la qualité du dialogue engagé avec les autorités togolaises. Elle a souligné une convergence de vues sur les priorités de développement et les perspectives de collaboration. « Il s'agit d'une visite exploratoire, mais aussi d'une démarche pour assurer au Togo notre soutien sous toutes les formes », a-t-elle indiqué, évoquant des discussions « très fructueuses » sur les moyens d'accompagner

les institutions nationales. Au-delà de cette volonté affichée de coopération, Shirley Ayorkor Botchway



a tenu à exprimer sa reconnaissance au Président du Conseil pour le soutien dont elle a bénéficié lors de son élection à la tête de l'organisation. Elle a également salué l'engagement constant du Togo dans les initiatives portées par le

Commonwealth depuis son adhésion.

En effet, le Togo est devenu membre du

Commonwealth le 24 juin 2022, une intégration officialisée quelques mois plus tard à Londres. Cette adhésion marque un tournant dans la diplomatie togolaise, en ouvrant de nouvelles opportunités de partenariat avec les États membres, notamment

dans les domaines économique, institutionnel et éducatif.

Organisation fondée en 1949, le Commonwealth regroupe des pays partageant des valeurs communes, parmi lesquelles la promotion de la démocratie, de la paix, des droits humains et de

un levier stratégique de diversification de ses relations internationales.

La visite de la Secrétaire générale à Lomé traduit ainsi une volonté partagée de renforcer ce partenariat, dans un contexte où les enjeux de gouvernance et de développement appellent à une



la bonne gouvernance. Pour le Togo, cette appartenance constitue

coopération accrue entre États et organisations internationales.

## Attaques terroristes du 25 avril 2026

## Le Parlement de la Cédéao reste solidaire avec le peuple malien

**Au siège du Parlement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) à Abuja au Nigeria, l'on a assisté le lundi 4 mai 2026, à l'ouverture officielle de la première session ordinaire de l'année. Occasion pour le Parlement, de témoigner sa solidarité au peuple malien suite aux attaques terroristes perpétrées le 25 avril 2026 dernier.**



Mémounatou Ibrahima 3ème, de la droite vers la gauche)

« C'est avec une profonde gratitude envers le Tout Puissant, qui nous permet de nous rassembler encore aujourd'hui dans cet hémicycle, que je souhaite la bienvenue à chacune et à chacun d'entre vous, à l'occasion de l'ouverture de la première session ordinaire de l'année 2026 du Parlement de la Cédéao », a déclaré Mémounatou Ibrahima, présidente du Parlement de la Cédéao.

« Que Dieu, dans son infinie miséricorde, guide nos travaux et éclaire nos délibérations pour le bien-être de nos peuples

», a ajouté Mémounatou Ibrahima. Elle n'a pas manqué d'adresser ses chaleureuses salutations et ses remerciements aux éminentes personnalités qui ont bien voulu rehausser de leur présence la cérémonie d'ouverture. Les évolutions au sein de la région viennent conforter l'idée

que la démocratie reste le fondement inébranlable de la Communauté.

Ainsi, c'est l'occasion pour la présidente du Parlement de la Cédéao de se féliciter de l'élection de Romuald Wadagni, président de la République du Bénin et saluer le peuple béninois pour l'atmosphère empreinte de sérénité dans laquelle il est allé aux urnes il y a quelques semaines. Par ailleurs, le Cap-Vert et la Guinée organisent, au cours de ce mois de mai 2026, leurs élections législatives. « Chaque élection libre et équitable dans nos États

membres renforce notre crédibilité, notre résilience démocratique et la légitimité de nos Assemblées nationales », a fait observer Mémounatou Ibrahima.

Elle en appelle au sens de la responsabilité des autorités de la Guinée Bissau pour le rétablissement de l'ordre constitutionnel. Ayant enregistré un coup d'État depuis quelques mois, le pays est dirigé par des militaires. Poursuivant son intervention, Mémounatou Ibrahima a dit : « Le Parlement attache du prix à la stabilité et à la paix dans notre sous-région ouest-africaine. À cet égard, il condamne les attaques terroristes perpétrées le 25 avril 2026 dernier dans plusieurs localités de la République du Mali et reste solidaire avec le peuple malien ».

Les conflits au Moyen-Orient, en Europe et en Afrique inquiètent les parlementaires de la Cédéao. En effet, ces crises aux conséquences énergétiques inquiétantes entraînent également des pressions inflationnistes notamment sur les denrées alimentaires et les intrants agricoles, affectant ainsi gravement

les économies locales déjà fragilisées.

Il faut rappeler que la région ouest africaine subit encore les affres du terrorisme et de l'extrémisme violent, de la piraterie maritime, de la criminalité transfrontalière ainsi que des effets néfastes du changement climatique. « C'est pourquoi, j'ai tenu à m'impliquer dans des cadres de dialogue internationaux », informe Mémounatou Ibrahima.

Ces rencontres majeures ont eu un intérêt commun : celui de rappeler avec force l'urgence de la consolidation de la paix dans un monde en pleine mutation et recomposition géopolitique. « Face à la multiplication des foyers de tension, aucune région n'est à l'abri », relève la présidente de l'institution sous régionale.

« Le message doit être clair : la paix ne se décrète pas, elle se construit patiemment par le dialogue, la coopération et le respect mutuel. Le Parlement de la Cédéao doit se faire l'écho de cet impératif auprès de nos États membres et de nos partenaires », a martelé Mémounatou Ibrahima. C'est également dans ce

contexte que la Cédéao a entrepris une réflexion profonde sur son avenir. Le 21 mai prochain à Lomé, en République togolaise, se tiendra le Sommet du futur de la Cédéao. Ce sommet vise à accélérer la concrétisation de la Vision 2050, à l'aune des défis actuels.

« Il s'agit de se repositionner, en définissant comment l'intégration régionale, qui est au cœur de notre ambition, peut être atteinte, renforcée et adaptée aux nouvelles réalités », précise Mémounatou Ibrahima. Dans le cadre de ce sommet et de ces réflexions, le Parlement de la Cédéao sera appelé à jouer un rôle essentiel.

En effet, cette organisation est selon sa présidente, le creuset de la légitimité populaire, le lieu du débat démocratique et du contrôle citoyen. « Nous devons apporter notre contribution à cette réflexion globale sur l'avenir de notre processus d'intégration régionale. C'est pourquoi notre session devra produire des résolutions audacieuses et des avis éclairés, à la hauteur des enjeux et des préoccupations du moment », a-t-elle insisté.

**Edem Dadzie**

**Mali/Sécurité****Les djihadistes veulent instaurer la charia après le départ de la junte**

*La pression militaire et politique s'intensifient au Mali, où les groupes djihadistes, alliés ponctuellement à des factions rebelles, affichent désormais ouvertement leur ambition de renverser les autorités militaires au pouvoir depuis 2020. Dans un message diffusé le 30 avril, le Groupe de soutien de l'islam et des musulmans (GSIM), affilié à Al-Qaïda, appelle à une mobilisation générale contre la junte, tout en érigeant l'instauration de la charia comme « priorité essentielle » d'un futur ordre politique.*

Cette déclaration intervient dans un contexte de forte dégradation sécuritaire. Quelques jours plus tôt, des attaques coordonnées ont visé plusieurs positions stratégiques de l'armée, notamment à Bamako, Kati, bastion du pouvoir, ainsi que dans les villes septentrionales de Kidal et Gao. Ces opérations ont été menées conjointement avec des combattants du Front de libération de l'Azawad (FLA), une coalition rebelle à dominante touareg.

Sur le terrain, les autorités tentent de reprendre l'initiative. Une force unifiée réunissant le Mali, le Niger et le Burkina Faso, trois pays dirigés par des juntes militaires, affirme avoir lancé d'« intenses campagnes aériennes » dans le nord du pays. Cette coalition régionale, dont les effectifs ont récemment été portés à 15 000 hommes, entend contenir l'expansion des groupes armés.

Mais la situation reste instable. À Bamako, un blocus routier imposé par le GSIM perturbe les flux terrestres, même si le trafic aérien demeure opérationnel. Dans ce climat tendu, un hommage national a été rendu au ministre de la Défense, le général Sadio Camara, tué lors d'un attentat-suicide visant sa résidence à Kati. Figure centrale du régime et artisan du rapprochement avec la Russie, sa disparition constitue un choc politique majeur.

La perte de contrôle de Kidal, ville stratégique du nord, et la multiplication des attaques fragilisent davantage la junte, déjà confrontée à des critiques sur l'efficacité de sa stratégie sécuritaire. Alors que le chef de l'État, le colonel Assimi Goïta, assure que la situation est « maîtrisée », ses adversaires affichent leur détermination à poursuivre l'offensive.

Dans ce contexte d'escalade, la Russie, partenaire militaire clé de Bamako, a réaffirmé son engagement aux côtés des autorités maliennes, rejetant toute perspective de retrait. Un soutien qui, pour la junte, apparaît plus que jamais crucial dans une crise aux contours de plus en plus incertains.

T.M.

**Bénin/Politique****Nicéphore Soglo salue le départ annoncé du président Talon, symbole d'une politique rare**

*Au Bénin, la séquence politique ouverte par la présidentielle d'avril 2026 prend une dimension symbolique particulière. À l'occasion de la fête du Travail, coïncidant avec l'anniversaire du président sortant Patrice Talon, l'ancien chef de l'État Nicéphore Dieudonné Soglo a rendu un hommage appuyé à celui qui s'apprête à quitter le pouvoir après deux mandats.*



Nicéphore Soglo

Dans une déclaration solennelle, Nicéphore Soglo a salué la décision de Patrice Talon de ne pas briguer un troisième mandat, y voyant « un acte de grandeur républicaine » et une fidélité à la parole donnée. « L'histoire n'oublie jamais ceux qui savent partir à temps », a insisté l'ancien président, établissant un parallèle avec son propre départ du pouvoir en 1996.

Au-delà de l'hommage

personnel, le message s'inscrit dans un contexte africain où la question de la limitation des mandats reste un point de tension majeur. En renonçant à prolonger son exercice du pouvoir, Patrice Talon, selon son prédécesseur, « entre dans le cercle des bâtisseurs de traditions républicaines », contribuant à renforcer l'image d'un Bénin attaché au respect des règles démocratiques.

Cette reconnaissance intervient dans la foulée de l'élection présidentielle du 12 avril 2026, dont les résultats ont été validés par la Commission électorale nationale autonome et la Cour constitutionnelle du Bénin. Le scrutin a consacré la victoire du duo porté par Romuald Wadagni, marquant ainsi une transition politique conforme aux engagements pris par le chef de l'État sortant.

Dans son message, Nicéphore Soglo a tenu à souligner le caractère « irréfutable » du respect de cet engagement, rappelant que le nom de Patrice Talon ne figurait pas sur le bulletin unique. Une précision qui vise à dissiper toute ambiguïté sur les intentions du président sortant, dans un environnement régional

souvent marqué par des controverses similaires.

Le ton du message, à la fois solennel et personnel, traduit également une relation politique apaisée entre les deux hommes, après des années de tensions. Depuis 2022, dans le cadre d'une décrispation progressive de la vie politique béninoise, des échanges réguliers avaient permis de restaurer un dialogue direct.

Pour Nicéphore Soglo, le geste de Patrice Talon dépasse le simple respect des dispositions constitutionnelles. Il s'inscrit dans une vision de la gouvernance où « la grandeur ne se mesure pas à la durée au pouvoir, mais à la qualité des réalisations ». Une lecture qui, au-delà du cas béninois, résonne comme un message adressé à l'ensemble des dirigeants africains.

À l'heure où le Bénin s'engage dans une nouvelle phase politique, cet hommage consacre l'image d'une transition maîtrisée, présentée comme un marqueur de stabilité et de maturité institutionnelle dans une région en quête de repères démocratiques durables.

T.M.

**Sénégal/Politique****Le président Diomaye Faye envisage le limogeage de Ousmane Sonko**

*Au Sénégal, les lignes de fracture au sommet de l'État deviennent plus visibles. Le président Bassirou Diomaye Faye a publiquement conditionné le maintien en fonction de son Premier ministre, Ousmane Sonko, à sa confiance personnelle et aux résultats gouvernementaux. Une prise de position sans détour qui confirme l'évolution d'un tandem politique vers un rapport de force plus assumé.*

« Tant qu'il est Premier ministre, c'est parce qu'il bénéficie de ma confiance », a déclaré le chef de l'État, avant d'ajouter qu'un remplacement interviendrait « le jour où [il] n'aura pas satisfaction ». Derrière la formule, le message est

limpide : la loyauté politique et l'efficacité deviennent des critères décisifs dans un exécutif à deux têtes désormais en tension. Cette clarification s'inscrit



Bassirou Diomaye Faye

dans une dynamique de distanciation progressive. Déjà, au cours des derniers mois, des signaux de

divergence étaient apparus. Le Premier ministre avait laissé entendre qu'il pourrait quitter le gouvernement en cas de désaccord stratégique majeur. En parallèle, le président consolidait sa propre base politique, en structurant une coalition distincte de PASTEF, le parti historique de Sonko. Une recomposition silencieuse, mais structurante.

Aujourd'hui, la rivalité ne se joue plus sur le registre des déclarations politiques directes, mais dans une reconfiguration institutionnelle plus subtile. Le centre de gravité du pouvoir semble s'être

déplacé vers la présidence, dans un contexte où les marges de manœuvre du Premier ministre apparaissent contraintes.

En toile de fond, la question de l'échéance présidentielle de 2029 agit comme un facteur déterminant. La condamnation de Sonko pour diffamation, confirmée en appel, le rend inéligible pour plusieurs années, sauf évolution judiciaire ou réforme du cadre légal. Cette contrainte redessine les perspectives politiques : là où Bassirou Diomaye Faye peut envisager une continuité ou une consolidation de son pouvoir, Ousmane Sonko se

retrouve dans une position plus incertaine, contraint de composer avec un horizon politique restreint.

Dans ce contexte, la relation entre les deux hommes s'apparente de plus en plus à une cohabitation sous tension, où la solidarité initiale cède progressivement la place à une logique de contrôle et d'arbitrage. Pour le Sénégal, souvent cité comme un modèle de stabilité démocratique en Afrique de l'Ouest, l'évolution de cet équilibre interne sera déterminante pour la trajectoire politique des prochaines années.

T.M.

## Microfinance

## Le taux d'usure abaissé à 24 % au Togo à partir du 1er juin 2026

Au Togo, le secteur de la microfinance s'apprête à entrer dans une nouvelle phase réglementaire. À compter du 1er juin 2026, les institutions de microfinance devront appliquer un plafond de taux d'intérêt revu à la baisse, conformément à une décision de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Bceao). Le taux d'usure passera ainsi de 27 % à 24 % dans l'espace Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa).

Ce mécanisme, qui fixe le niveau maximal légal des taux applicables aux crédits, vise à protéger les emprunteurs contre

des conditions jugées excessives. Il s'applique au Taux annuel effectif global, indicateur intégrant l'ensemble des coûts liés à un prêt, incluant les intérêts, les commissions et les frais annexes. Tout dépassement expose les établissements concernés à des sanctions de la Commission bancaire de l'Umoa.

Dans un pays où les systèmes financiers décentralisés occupent une place déterminante, cette réforme n'est pas anodine. Les microfinances constituent,

pour de nombreux acteurs économiques, un levier essentiel d'accès au crédit. Petits commerçants, agriculteurs, artisans et ménages modestes y trouvent souvent leur principale source de financement, en marge du système bancaire classique.

La réduction du plafond contraindra les institutions à ajuster leurs pratiques. Révision des grilles tarifaires, optimisation des coûts opérationnels et adaptation des modèles de crédit s'imposent

désormais. Jusqu'ici, certains produits affichaient des taux annuels avoisinant ou dépassant les 20 %, justifiés par la nature même de ces activités : faibles montants, suivi rapproché des bénéficiaires, implantation en zones rurales et exposition accrue au risque de défaut.

Pour les emprunteurs, la mesure pourrait se traduire par un allègement du coût du crédit, renforçant ainsi leur capacité d'investissement et de résilience économique. Toutefois, elle pourrait

également inciter certaines structures à resserrer leurs conditions d'octroi, par souci de maîtrise des risques.

Dans ce contexte, le défi pour le Togo consiste à préserver un équilibre subtil : garantir la protection des clients tout en maintenant un réseau de financement de proximité dynamique. À l'heure où l'inclusion financière progresse dans l'Uemoa, cette réforme apparaît comme un test de maturité pour l'écosystème de la microfinance.

E.A

## Dépôt des états financiers

## L'OTR accorde un délai supplémentaire de 10 jours

Au Togo, le délai de soumission des états financiers via la plateforme électronique du Guichet unique de dépôt des états financiers (GUDEF) est désormais fixé au 10 mai 2026 pour les personnes morales, à l'exception des sociétés d'assurance et de réassurances. Cette mesure a été annoncée par l'Office togolais des recettes (OTR) dans un communiqué rendu public le lundi 4 mai 2026.

ne seront pas mises en œuvre. En revanche, cette mesure ne couvre pas les sanctions liées aux manquements dans la déclaration ou le paiement du solde de liquidation des impôts, qui restent exigibles à la date initiale.

Pour rappel, le dépôt des états financiers constitue une obligation légale



initialement arrêtée au 30 avril 2026, la date limite est ainsi prolongée de dix jours. Cette extension vise à offrir aux entités concernées, en particulier celles en retard, un délai supplémentaire pour se conformer aux exigences réglementaires et mieux s'approprier la plateforme numérique dédiée à la transmission des états financiers.

Durant cette période exceptionnelle, l'administration fiscale précise que les pénalités d'assiette habituellement appliquées en cas de retard

pour les entreprises, qui doivent transmettre chaque année leurs documents comptables à l'administration fiscale. Ces documents incluent notamment le bilan, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie ainsi que les annexes explicatives.

Ce dispositif contribue à garantir la transparence, la traçabilité et la conformité des activités économiques aux normes en vigueur, tout en renforçant la transparence du tissu économique national.

## Togo

253,5 milliards FCFA d'exportations au 4<sup>e</sup> trimestre 2025, avec l'Inde comme premier client

Au Togo, les exportations ont atteint 253,5 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2025, selon les données récemment publiées par l'INSEED.

Si, comparées au trimestre précédent, les exportations progressent de 1,7 % en valeur, en glissement annuel, les ventes du Togo vers le reste du monde ont ainsi enregistré une hausse de 23,4 %. Une progression qui dépasse celle des importations, en hausse de 9,5 % en valeur.

Le déficit commercial s'est réduit légèrement sur un an, mais reste élevé. En effet, sur la période considérée, les importations s'élèvent à 536,4 milliards de FCFA, portant le déficit à 282,9 milliards de FCFA.

## Une concentration des exportations

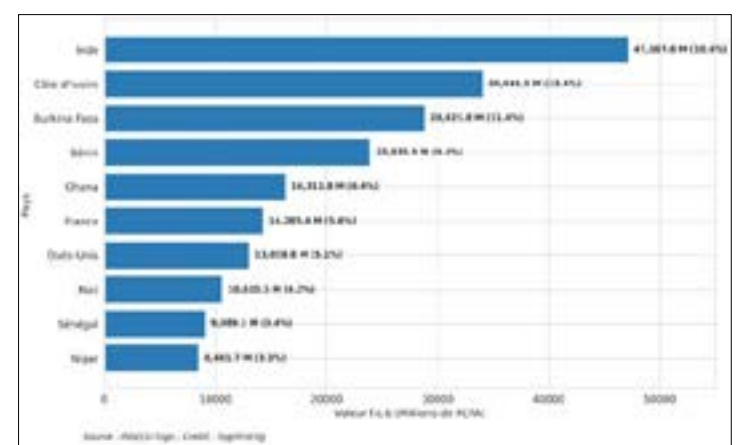
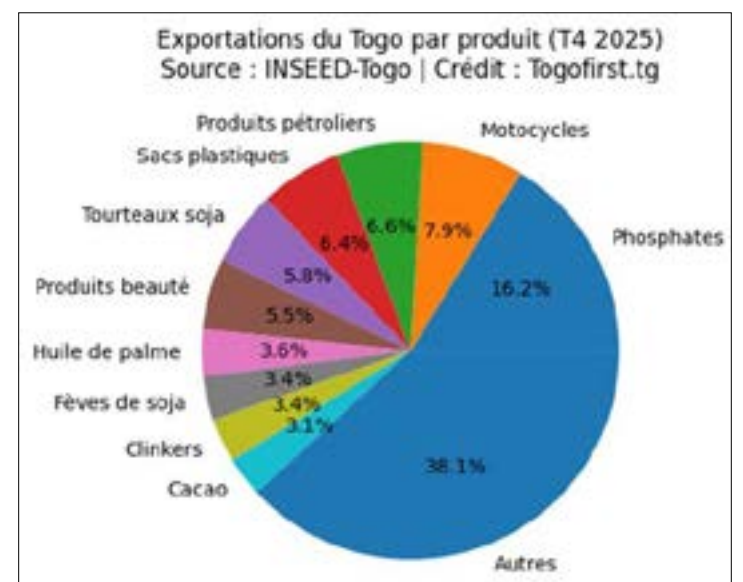
Dans le détail, la structure des exportations reste concentrée sur quelques produits. Les phosphates dominent avec 16,2 % des ventes extérieures, soit près de 41 milliards de FCFA. Ils sont suivis des motocycles (7,9 %) et des produits pétroliers raffinés (6,6 %).

Les sacs et emballages plastiques représentent 6,4 %, les tourteaux de soja 5,8 % et les produits de beauté 5,5 %. L'huile de palme raffinée (3,6 %), les fèves

de soja (3,4 %), les clinkers (3,4 %) et le cacao (3,1 %) complètent le tableau. Au total, les dix principaux produits concentrent 61,9

(13,4 %) et le Burkina Faso (11,4 %).

Le Bénin (9,4 %), le Ghana (6,4 %), la France (5,6 %)



% des exportations.

## Partenaires clés

Du côté des partenaires commerciaux, l'Inde se positionne comme premier client du Togo, avec 18,6 % des exportations, soit 47,2 milliards de FCFA sur la période sous revue. Elle est suivie par la Côte d'Ivoire

et les États-Unis (5,1 %) figurent également parmi les principaux débouchés.

Au quatrième trimestre 2025, les dix premiers clients du Togo concentrent ainsi 81,2 % de ses exportations totales.

Togo First

## Pouvoir d'achat

# Sur quoi repose la stratégie du Togo ?

**Face aux chocs, le Togo s'emploie à maintenir l'équilibre social. Ainsi ces dernières années, nombreuses sont les initiatives engagées par les autorités publiques pour protéger le pouvoir d'achat et lutter contre la pauvreté. À travers ce dossier, nous faisons un retour sur ce qui fonde la stratégie dans l'amélioration du pouvoir d'achat des populations.**

du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, s'attèlent à multiplier des réformes pour faire baisser l'inflation. C'est ainsi que des réformes structurelles telles que la modernisation agricole, l'amélioration du climat des affaires sont promues.

Les efforts de stabilisation de la politique monétaire et fiscale du pays, et le

marchés, les autorités font le choix d'une réponse méthodique, alliant régulation, soutien social et réformes structurelles.

La stratégie de protection, sans nier les contraintes, vise à amortir les chocs et à maintenir l'équilibre social. Au cœur de l'action publique, la stabilisation des prix des produits de grande consommation.

n'impactent le coût de la vie au niveau local. Cette vigilance permanente se traduit par des mécanismes de contrôle renforcés et un dialogue constant avec les opérateurs économiques, afin de garantir l'approvisionnement et de limiter les abus.

### L'intervention dans le secteur électricité,

Dans le secteur de l'énergie, les choix ont été déterminants. En maintenant des tarifs sociaux et en investissant dans la production locale, hydroélectrique et solaire notamment, le Togo a réduit sa dépendance et protège les consommateurs. L'accès élargi à l'électricité, jusque dans les zones rurales, a également permis de contenir les coûts domestiques et de soutenir l'activité économique de proximité.

En amont, le soutien social et les filets de sécurité sont aussi renforcés. La lutte contre la vie chère s'accompagne d'un renforcement des filets sociaux. Les transferts monétaires, la protection sociale et l'assurance maladie jouent un rôle d'amortisseur,

sociales dans les dispositifs existants permet de couvrir davantage de citoyens et de réduire l'impact des hausses de prix sur les budgets familiaux.

L'État met également l'accent sur la nutrition, la santé et l'éducation, en maintenant des politiques de subvention et de gratuité ciblée. En investissant dans l'humain, le pays a choisi de traiter la vie chère non comme une fatalité, mais comme un enjeu de justice sociale et de cohésion nationale que rien ne saurait occulter.

### Produire davantage

Au-delà des mesures conjoncturelles, la réponse togolaise s'inscrit dans la durée. La promotion de la production locale, notamment agricole, est apparue comme un levier central pour contenir les prix. En soutenant les filières vivrières, en facilitant l'accès aux intrants et en améliorant les infrastructures de stockage et de transport, le pays réduit sa vulnérabilité aux importations et stabilise les marchés internes.



Photo illustrative

Quantité de biens et services qu'un revenu permet d'acheter, le pouvoir d'achat constitue un élément fondamental dans la lutte contre la pauvreté. Au Togo, l'engagement du gouvernement à promouvoir un développement inclusif se traduit par des initiatives visant l'amélioration du pouvoir d'achat des populations.

### Sur quoi repose le pouvoir d'achat ?

L'amélioration du pouvoir d'achat appelle à l'innovation constante pour offrir de meilleures conditions de vie à la population. Elle repose sur deux (2) facteurs principaux : l'évolution des revenus (salaires, allocations, etc.) et l'évolution des prix (l'inflation).

Dans l'élan d'une innovation constante, les autorités togolaises, sous l'impulsion du président

soutien des institutions internationales comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), y jouent également leur rôle.

Se concentrant sur la transformation économique avec la Feuille de route, visant la croissance durable et l'inclusion sociale, le Togo a su lentement mais sûrement faire baisser l'inflation. Depuis fin 2024, elle est passée de près de 3 % en décembre 2024 à 0,5 % en novembre 2025.

Dans un contexte africain marqué par une flambée généralisée des prix, le Togo s'emploie également à contenir la vie chère et à préserver l'essentiel : le pouvoir d'achat des ménages. Ainsi face aux secousses venues de l'extérieur, inflation importée, tensions logistiques, volatilité des

Céréales, hydrocarbures, transports et services essentiels font l'objet de mesures ciblées, allant de la régulation des marges à des ajustements fiscaux



Activités au Grand marché de Lomé

temporaires.

L'objectif est d'éviter que les hausses internationales

en particulier pour les ménages vulnérables. L'intégration progressive de nouvelles couches

Cette dynamique s'étend à l'industrie de transformation et au commerce, avec

des incitations à l'investissement et à la création d'emplois. En rapprochant les lieux de production des lieux de consommation, le Togo limite les coûts intermédiaires et renforce la résilience de l'économie.

### Maintenir le pouvoir d'achat

sur le développement des infrastructures. Qu'elles soient routières, énergétiques ou portuaires, aucun secteur n'est laissé pour compte.

Rien qu'en 2024, 85 milliards de FCFA étaient destinés à des travaux de revêtement sur 180 km de routes et au bitumage d'environ 206

permettent quant à eux de positionner le port de Lomé parmi les 100 premiers dans le monde et d'accroître sa contribution au développement.

Le soutien au secteur privé, notamment à travers des mesures d'allègement fiscal et des réformes visant l'amélioration du climat des affaires, participe à l'amélioration

Au-delà, la diversification des secteurs porteurs comme le numérique et le tourisme participe aux stratégies du gouvernement pour améliorer le pouvoir d'achat. Mieux, l'augmentation du Salaire minimum interprofessionnel garanti (Smig), passé de 35 000 à 52 500 FCFA, participe à l'amélioration du pouvoir d'achat des populations.

Dans l'ensemble, ce qui distingue l'approche togolaise, c'est la constance de la gouvernance. L'écoute des populations, le suivi des indicateurs de prix et l'ajustement des politiques traduisent une volonté d'anticipation. Le pays fait ainsi le pari de la prévention et de l'équilibre.

### Soutenir les couches vulnérables pour maintenir le pouvoir d'achat

Cet engagement se traduit à travers l'ampleur que prend la protection des couches vulnérables au Togo. Selon le rapport semestriel de la Caisse de retraite du Togo (CRT), plus de 26,2 milliards de francs CFA ont été distribués en prestations sociales au cours des six premiers mois de l'année 2025. Si ce montant dépasse les recettes collectées, il traduit surtout un soutien croissant aux retraités, veufs et orphelins du pays. Derrière ce chiffre se cache une réalité sociale et économique importante : près de 42 000 bénéficiaires ont reçu des pensions et allocations, marquant une progression notable par rapport aux périodes précédentes.

Les produits financiers issus des placements et revenus d'actifs se chiffrent à 450 millions, tandis que les autres

produits (subventions, remboursements ou produits exceptionnels) rapportent 220 millions de francs CFA. Le nombre de bénéficiaires a également augmenté, avec 41 775 personnes ayant perçu des prestations au cours du premier semestre 2025, dont 27 991 retraités, 7 287 veuves et 6 206 orphelins, témoignant de l'engagement à soutenir les plus vulnérables pour maintenir leur pouvoir d'achat.

### Les défis persistants

En dépit des efforts, l'amélioration du pouvoir d'achat des populations reste toujours confrontée à des défis. Ces derniers incluent l'inflation qui continue d'éroder le pouvoir d'achat des populations malgré la hausse des salaires, la pression fiscale et le coût des bénéfices sociaux.

La gestion de la concurrence, les inégalités croissantes et des problèmes structurels comme le manque d'emplois de qualité et les enjeux démographiques constituent également des défis pour l'amélioration du pouvoir d'achat. Et relever ces défis relève d'une complexité car dépendant d'un équilibre entre salaires, prix, impôts et prestations qui généralement sont affectés par des facteurs mondiaux et des choix de consommation.

Face aux défis, les autorités togolaises travaillent à trouver des solutions potentielles qui prennent entre autres en compte : l'augmentation des salaires et les prestations sociales, la réduction des impôts et l'élargissement de l'assiette fiscale, le contrôle des prix des produits essentiels et l'investissement dans l'économie.

**Caleb Akponou**



Photo illustrative

À ce niveau, le gouvernement ne manque pas d'initiatives. Prenant conscience de l'importance de l'agriculture, qui emploie 60 % de la population active et contribue à 40 % du Produit intérieur brut (PIB), il n'a de cesse de renforcer son accompagnement au secteur. De l'accompagnement technique, financier et social aux producteurs, en passant par la promotion de l'agroécologie et de l'agroindustrie, toutes les initiatives sont bonnes pour accroître la contribution de l'agriculture au développement et mettre les acteurs à l'abri du besoin.

Dans la même logique d'améliorer le pouvoir d'achat des populations, un accent est mis

sur le développement des infrastructures. Qu'elles soient routières, énergétiques ou portuaires, aucun secteur n'est laissé pour compte. Rien qu'en 2024, 85 milliards de FCFA étaient destinés à des travaux de revêtement sur 180 km de routes et au bitumage d'environ 206 km supplémentaires avec un renforcement des engagements. La même année, pas moins de 2 384,41 kilomètres de routes ont été entretenus. D'un autre côté, l'aménagement de milliers de kilomètres de pistes rurales, couplé à la modernisation des infrastructures routières, a pour retombée des bénéfices multiples : un meilleur accès aux marchés permet aux agriculteurs de transporter leurs récoltes plus facilement et à moindre coût, réduisant les pertes post-récoltes et augmentant leurs revenus, avec à la clé, le coût du transport réduit de moitié dans certaines localités.

Au niveau des infrastructures portuaires, les nombreux investissements

du pouvoir d'achat des populations. Et ceci, à travers l'amélioration des revenus des entreprises qui rejaillit directement sur les populations, par la création de nouveaux emplois.

Des programmes sociaux tels que les transferts monétaires et la distribution régulière des kits alimentaires aux plus vulnérables participent également à l'amélioration du pouvoir d'achat des populations. Le cas le plus illustratif est le lancement, en décembre 2025, du Programme de développement social, dont la phase 1 permettra des transferts monétaires à 700 000 ménages sur l'ensemble du territoire national. Mais bien avant, le programme de transfert monétaire Filets sociaux a permis de toucher 120 000 ménages.



BONNE FÊTE DE  
**TRAVAIL**  
CHAPEAU À TOUS LES TRAVAILLEURS



**Numérique/Droits des femmes****Ekinamag donne l'opportunité aux intéressées d'en débattre**

**Ekinamag, premier webmagazine féministe au Togo, a organisé hier à Lomé, un événement dénommé « cercle au vert entre femmes leaders ».**

Organisée avec l'appui de la délégation de l'Union européenne (UE) au Togo, la rencontre avait pour thème : « Les droits des femmes à l'ère du numérique ». Aujourd'hui, le numérique offre des opportunités sans précédent en matière d'accès à l'information, d'expression, d'entrepreneuriat et d'autonomisation.

Mais, il soulève également des défis, notamment en termes d'inégalités d'accès, de sécurité en ligne et de protection des droits. L'événement a donc permis à Ginette Adékambi, coordinatrice des programmes au Groupe de réflexion et d'action femme, démocratie et développement (GF2D), de

présenter un exposé sur le sujet. Ensuite, les participantes ont eu la latitude de débattre longuement sur le sujet. « Vos voix, vos expériences

avenir numérique où chaque femme pourra pleinement exercer ses droits », leur a adressé Hélène Doubidji, fondatrice

et les hommes, y compris dans l'espace numérique. « Nous soutenons des initiatives qui visent à renforcer les compétences

droits soient pleinement respectés, en ligne comme hors ligne », a indiqué Ferruccio Bogo, chef de la section



**Photo de famille des participantes**

et vos engagements sont essentiels pour faire évoluer les mentalités, influencer les politiques publiques et bâtir un

du web magazine féministe Ekinamag. L'Union européenne pour sa part se dit engagée en faveur de l'égalité entre les femmes

digitales des femmes, à promouvoir leur participation dans les secteurs technologiques et à garantir que leurs

politique, représentant de l'ambassadeur de l'UE au Togo.

**Edem Dadzie**

**Quelques ambassades et consulats**

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

**Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé****BIBLIOTHEQUES**

- BIBLIOTHEQUE NATIONAL:** Quartier Admi Tel: 22 21 04 10
- CENTRE CULTUREL LOYOLA** Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77
- INSTITU FRANÇAIS DE LOME:** Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

**LIBRAIRIE**

- GRAIN DE PENSEE:** 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43
- LIBRAIRIE BON PASTEUR:** Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66
- LIBRAIRIE BONNE SEMENCE:** Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août
- LIBRAIRIE STAR:** Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

**ESPACES CULTURELS**

- CENTRE BRIN DE CHOCOLAT:** Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86
- CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN;** Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16
- CENTRE CULTUREL: LOYOLA;** Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

- CENTRE ODAYE:** Quartier Hédranawoé Tel: 90 64 80 77

- CENTRE ODAYE:** Quartier Hédranawoé Tel: 22 42 12 07

**MANNEQUINAT & HÔTESSE**

- ALLURE MODE AGENCE;** Tel: 99 22 04 62
- CHALLENGE AGENCE;** Tel: 92 27 91 66

**SALLE DE CINEMA**

- HARMONIE SIGNATURE:** Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55
- CANAL OLYMPIA:** Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52
- CINEMA GREENFIELD;** Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

**AGENCE DE COMMUNICATION**

- AG Partners:** Sise à Cassablanca [www.couleurafrique.com](http://www.couleurafrique.com)
- Larry Event Day (LED)**  
Une agence événementielle, Organisation d'événement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration  
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54  
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

**SUPERS MARCHES A LOME**

- CONCORDE:** (Atikoumé; juste à côté de l'UTB)
- RAMCO:** (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
- LE CHAMPION SUPER MARCHÉ:** (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

**FRUITS ET LEGUMES**

- MARCHE ABATTOIR:** (Juste en face du Super Marche Le Champion)
- MARCHE DE GOYI SCORE:** (Juste en face du Super Marché RAMCO)

- PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA:** (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

**DANSE ET COURS DE ZUMBA**

- AFT:** Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919
- COURS DE CAPOEIRA:** Salle GYM TONIC. Tél: 90 79 79 90
- COURS DE ZUMBA:** HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30
- COURS DE ZUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME);** Tél: 90 30 38 75
- CIE CADAM** (Danse traditionnelle africaine); Tél: 90 15 39 87
- SALSA** (Club Salsa 7- Henry Motra); Tél: 91 70 61 86

**AVIATION**

- AERO-CLUB DU GOLFE** (Route de l'aéroport) Tél: 22 40 04 99

**COURRIER EXPRESS**

- DHL** (Qtier Nyékonakpoé, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli ) Tél: 22 21 68 51
- EMS TOGO** (Tél: 22 26 70 51)
- FEDEX** (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
- TOP CHRONO** (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
- SDV EXPRESS** (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

**OPERATEURS TELEPHONIQUES**

- MOOV:** Tél: 22 20 13 20
- TOGO CELLULAIRE:** Tél: 22 22 66 11
- TOGO TELECOM:** Tél: 22 21 47 14

**SANTE GENERALISTES**

- DR CORINNE JOULIN-KARKA;** Tél: 22 23 46 77
- CLINIQUE BIASA;** Tél: 22 21 11 37
- CLINIQUE SAINT-RAPHAËL;** Tél: 22 25 92 77
- CHU TOKOIN;** Tél: 22 21 25 01
- CHU CAMPUS;** Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
- HORLOGE PARLANTE;** Tél: 116
- CLINIQUE UNIDIAL** spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

**OU MANGER ET DORMIR A LOME?**

- RESTAURANT LE TABLIER** (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona) Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80
- HOTEL RESIDENCE « LES ANGES »** Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30
- HÔTEL BALKAN** (Qtier Hédranawé); Tél: 22 61 30 63
- LE MERLOT** (Qtier Kassablanca) Tél: 93 05 11 11

**MUSCULATION ET MASSAGE**

- Le NAUTILUS-FITNESS:** HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30
- BODYBUILDING-CLUB** (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72
- GYM CENTER** (Qtier Nyékonakpoé, Avenue Joseph Strauss); Tél: 90 04 76 60
- GYM FIL«O»PARC** (Agoè Nyivé); Tél: 22 35 18 28
- GYM GHIS PALACE** (Qtier Baguida); Tél: 22 71 49 70



### **Mixx devient le 1<sup>er</sup> portefeuille électronique au Togo à permettre des transferts et virements instantanés au sein de l'UEMOA**

À la suite de l'autorisation accordée par la BCEAO de rejoindre sa plateforme interopérable PI-SPI, Mixx connecte ses portefeuilles électroniques aux banques, institutions de microfinance et autres comptes mobile money dans les pays de la zone de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal, Burkina Faso, Mali, Niger, Guinée-Bissau, Togo).

**Lomé, le 13 avril 2026** – Mixx – la seule marque de mobile money avec une licence d'Etablissement de Monnaie Electronique au Togo – continue d'être à l'avant-garde des services financiers inclusifs. Elle devient ainsi le premier mobile money du pays à permettre des transferts et virements instantanés au niveau national et au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). En se connectant aux banques, institutions de microfinance et autres comptes mobile money de la région, Mixx permet aux particuliers et aux entreprises d'envoyer et recevoir de l'argent en toute simplicité par-delà les frontières. Cette étape importante fait suite à la récente obtention de l'agrément d'Etablissement de Monnaie Electronique – accordé par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) – et soutient l'initiative régionale de la Banque Centrale visant à connecter les institutions financières de l'UEMOA.

Grâce à cette interconnexion, les utilisateurs de Mixx peuvent désormais effectuer des transferts et virements instantanés entre leur portefeuille mobile et les institutions financières opérant dans toute la région. Plus de cinquante (50) banques et opérateurs de mobile money sont ainsi connectés à Mixx Togo : citons par exemple, toutes les filiales UEMOA d'Ecobank, Orabank et BOA, ainsi que Mixx Sénégal ou encore Orange Money Côte d'Ivoire et Burkina Faso.

#### **Un utilisateur Mixx au Togo peut désormais :**

- Envoyer de l'argent instantanément à un étudiant à Abidjan, en transférant des fonds directement depuis son compte Mixx à Lomé vers un compte bancaire en Côte d'Ivoire.
- Payer un fournisseur au Burkina Faso, permettant aux commerçants et aux petites entreprises de transférer rapidement des fonds dans la région UEMOA pour l'achat de marchandises.
- Recevoir de l'argent depuis une banque ou un mobile money d'un autre pays de l'UEMOA, rendant les transferts transfrontaliers plus rapides et plus accessibles pour les familles et les entrepreneurs.
- **Un marchand disposant de MPay de Mixx** pourra désormais traiter les paiements non seulement des clients Mixx, mais aussi de tout utilisateur d'un établissement au Togo ou dans les sept autres pays de l'UEMOA, grâce au code QR interopérable.
- En permettant ces transactions entre différentes plateformes, ce nouveau service réduit les barrières entre les services financiers, améliore l'expérience utilisateur et accélère l'inclusion financière dans la région.
- « L'interopérabilité est une étape majeure vers un écosystème financier véritablement connecté en Afrique de l'Ouest », a déclaré Catherine Savery, Directrice Générale de Mixx Togo. « En permettant des transferts fluides entre institutions et au-delà des frontières, Mixx contribue à créer de nouvelles opportunités pour les particuliers, les entrepreneurs et les entreprises dans la région UEMOA. »
- Pour soutenir ce déploiement, Mixx s'appuie sur son vaste écosystème de plus de 5 millions d'utilisateurs, 31 000 agents et 26 000 commerçants à travers le Togo, garantissant un accès large et immédiat aux services d'interopérabilité à l'échelle nationale.
- Grâce à ce solide réseau de distribution et à une base d'utilisateurs en forte croissance, Mixx est idéalement positionnée pour jouer un rôle de premier plan dans l'accélération de l'inclusion financière et le développement des services financiers numériques fluides au Togo et dans l'ensemble de la région UEMOA. À travers cette initiative, Mixx réaffirme son engagement à proposer des solutions financières numériques innovantes, accessibles et sécurisées.
- Basée sur une approche simple et intuitive, la Super App Mixx Togo (Android, IOS, Huawei) permet aux utilisateurs de s'inscrire et d'effectuer des transactions avec n'importe quel numéro de téléphone, tandis que l'interopérabilité leur permet d'envoyer et de recevoir de l'argent de manière fluide dans l'ensemble de l'écosystème financier de l'UEMOA.
- Le service d'interopérabilité est aussi accessible via la syntaxe \*145#.

#### **À propos de Mixx:**

A travers sa marque Mixx, TMONEY SA est la première fintech autorisée par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest à opérer en tant qu'établissement de monnaie électronique au Togo. Grâce à son écosystème en expansion et à ses services innovants, Mixx continue de jouer un rôle clé dans la connexion des clients au système financier global au Togo et dans l'ensemble de la région de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA).

Les services Mixx sont accessibles via la Super App Mixx Togo (Android, IOS, Huawei) et la syntaxe \*145#. L'inscription et l'utilisation sont gratuites.

#### **Contacts**

- Sefa Husunukpe, Directeur Commercial, 90 05 56 55
- Rachida Nana-Chevreuril, Manager Manager, 70 78 98 98

**Mixx by Yas**

**Place de la Réconciliation, Quartier Atchanté, Lomé, Togo**

**corporate@mixx.tg**

**www.yas.tg/mixx-by-yas**

## Insécurité foncière

# Les terres coutumières sont de plus en plus menacées par les activités humaines

**Malgré les progrès réalisés à l'échelle mondiale pour renforcer les régimes fonciers et la gouvernance des terres, plus d'un milliard de personnes dans le monde, soit près d'un adulte sur quatre, redoutent de perdre les droits sur tout ou partie de leurs terres et de leur logement au cours des cinq prochaines années.**

française de recherche et de coopération agricole (CIRAD). Plus de 1,1 milliard de personnes se disent en situation d'« insécurité foncière », estimant probable ou très probable qu'elles puissent perdre leur logement ou leurs biens dans les années à venir.

environ 18% des terres mondiales, soit 2,4 milliards d'hectares, appartiennent à des particuliers ou à des entreprises. Si l'on considère les terres agricoles, qui représentent environ 37% des surfaces terrestres mondiales, 10% des propriétaires

autochtones et les autres détenteurs de droits coutumiers occupent 5,5 milliards d'hectares, soit 42% des terres mondiales, seuls 1 milliard d'hectares disposent de droits de propriété clairement documentés. Les données montrent également que, dans presque tous les pays, les femmes sont moins susceptibles que les hommes de posséder des terres ou de bénéficier de droits fonciers sécurisés, que ce soit pour le logement ou pour l'agriculture, ce qui souligne l'importance de documents juridiques formels pour garantir leurs droits.

« Trop de personnes vivent encore dans la crainte de perdre leurs terres et leur logement, les femmes et les jeunes restant parmi les plus exclus. Une réalité qui compromet la sécurité alimentaire, l'action climatique et la protection de la biodiversité, et qui montre pourquoi des droits fonciers sécurisés sont essentiels à la réalisation de ces trois objectifs », a déclaré Marcy Vigoda, directrice de l'ILC.

### L'importance des régimes coutumiers

Le rapport examine en détail les systèmes fonciers coutumiers,

la planète, en raison de leur contribution à la biodiversité et à l'action climatique.

Environ 4,2 milliards d'hectares de terres coutumières ont été cartographiés dans le monde, soit plus de 32% des terres émergées de la planète, hors Antarctique.

### Menace de libération de carbone irréversible

Ces territoires « contiennent environ 45 gigatonnes de carbone irrécupérable, qui ne pourrait être réabsorbé à temps pour éviter des dommages climatiques, principalement dans les biomes forestiers, soit 37% du total mondial », a indiqué la FAO. Autrement dit, si ce carbone était libéré, il ne pourrait pas être réabsorbé suffisamment rapidement pour empêcher une aggravation du réchauffement climatique. L'agence onusienne souligne que les terres coutumières sont de plus en plus menacées par les activités humaines, notamment l'expansion urbaine, l'agriculture industrielle à grande échelle, l'extraction pétrolière et gazière et l'exploitation minière.

« Paradoxalement,



L'extraction minière menace les terres (Image trouvée en ligne)

Ce constat figure dans un rapport soutenu par les Nations unies en février dernier, qui souligne la nécessité d'un engagement politique plus fort et de politiques inclusives en matière de droits fonciers, alors que l'attention portée aux changements climatiques, à la protection de la biodiversité, à l'égalité entre les sexes et à la transformation rurale ne cesse de croître.

Au cours des vingt dernières années, les gouvernements ont adopté des cadres nationaux et internationaux sur des questions telles que les politiques foncières en Afrique et la réglementation responsable des terres, des pêches et des forêts. Plus de 70 pays ont ainsi entrepris des efforts en vue de réformes foncières.

### « Insécurité foncière » et inégalités

Pourtant, les progrès restent lents. À l'heure actuelle, les droits de propriété, de tenure ou d'usage ne sont officiellement documentés que pour 35% des terres dans le monde, selon le rapport publié par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Coalition internationale pour l'accès à la terre (ILC) et l'Organisation

« L'insécurité foncière est l'une des formes d'inégalité les plus délétères, qui se traduit par une baisse de la productivité, une résilience affaiblie et une nutrition dégradée », a déclaré Maximo Torero Cullen, économiste en chef de la FAO. « Des droits fonciers sécurisés permettent des investissements durables et font la différence entre la survie à court terme et la sécurité alimentaire à long terme », affirme le responsable.

### Qui possède les terres ?

Intitulé L'État des régimes fonciers et de la gouvernance des terres, le rapport est présenté comme le premier état des lieux mondial complet destiné à suivre la manière dont les terres sont détenues, utilisées et gouvernées. Il révèle que les États détiennent légalement plus de 64% des terres dans le monde, même si ce chiffre inclut des terres coutumières dotées de droits reconnus mais sans titre de propriété formel.

Un peu plus d'un quart des terres sont connues pour être détenues à titre privé, que ce soit par des individus, des entreprises ou des entités collectives. Le statut foncier des quelque 10% restants est inconnu. Plus précisément,

exploitent près de 90% des terres cultivées.

### Des systèmes de propriété diversifiés

Le rapport souligne également que les systèmes fonciers varient fortement selon les régions. Par exemple, en Afrique subsaharienne, 73% des terres sont détenues selon des régimes coutumiers, mais seulement 1% sont



La déforestation menace les terres (Image trouvée en ligne)

officiellement reconnues comme telles, la majorité restant non documentée et relevant juridiquement de l'État ; En Amérique du Nord, 32% des terres sont détenues à titre privé ; En Amérique latine, 39% ; En Europe, 55%, à l'exclusion de la Russie où les terres publiques prédominent.

### Peuples autochtones et femmes

Bien que les peuples

principalement gérés par les peuples autochtones, les pasteurs (éleveurs) et les groupes tribaux. Les terres coutumières comprennent des forêts, des prairies, des zones humides et des zones de pêche. Leur gouvernance, autrefois considérée comme archaïque ou dépassée, est aujourd'hui de plus en plus reconnue comme essentielle pour les populations et pour

certaines solutions climatiques axées sur les énergies renouvelables, les biocarburants, la conservation et les compensations carbone accentuent ces pressions, en particulier sur les terres qui ne bénéficient pas d'une reconnaissance ou d'une protection formelle », ajoute la FAO.

**Edem Dadzie**

## Togo-Chine

## La jeunesse demeure au cœur des priorités nationales

Le 4 mai de chaque année est la Journée de la jeunesse chinoise. Le 4 mai 2026, l'ambassade de Chine au Togo a organisé une célébration en faveur des jeunes chinois et togolais.

Ce fut l'occasion pour l'ambassadeur de Chine au Togo, Wang Min, de rappeler le rôle pionnier de la jeunesse chinoise dans l'édification de la République populaire de Chine, et de la jeunesse togolaise en faveur de son pays. Elle a ainsi fait de cet événement, un festival de la jeunesse sino-togolaise.

Instituée en 1949, le festival de la jeunesse chinoise commémore le mouvement du 4 mai 1919, une manifestation étudiante patriotique pour la modernisation et l'indépendance de la Chine. C'est une journée marquée par des activités citoyennes et la remise de la médaille du 4 mai.

Durant cette soirée de célébration, le Dr Gada Folly Ekue, directeur de l'Institut d'études stratégiques (IES) de l'université de Lomé a rappelé que les Chinois ne célèbrent pas des fêtes qui ont été instituées sous le prisme de l'histoire étrangère. Que ces dates, ces fêtes soient onusiennes, ou prétendument internationales, les Chinois ne les fêtent pas avec bonheur.

« Ils ont leurs fêtes, ils ont leurs dates », explique l'universitaire. Les Chinois reconnaissent et célèbrent avec fierté et dignité, les événements, les circonstances, et les fêtes de mémoires, qui ont effectivement marqué la conscience populaire des Chinois en tant que peuple. « Je crois que ce fait devrait nous interroger, nous Africains et Togolais. Nous qui sommes appelés par le temps à contribuer et

à travailler à la consolidation de notre société », estime le directeur de l'IES.

« Une jeunesse qui n'est pas engagée pour le bien

qui se voit à travers tout ce que nous faisons dans la rue, dans les bureaux, à la maison, l'éducation donnée aux enfants... », a insisté Dr

en particulier en faveur de la jeunesse.

Il a également exprimé sa gratitude au président du Conseil Faure Gnassingbé



Wang Min (au milieu à droite) et Abdul-Fahd Fofana (au milieu à gauche)

de sa patrie voue sa patrie à l'échec, à la domination. Nous exhortons la jeunesse togolaise et africaine à aimer nos sociétés, à travers un chérissement de notre culture, le respect des symboles de l'Etat, le respect des lois ; et un amour fraternel qui couvre également le patriotisme,

Gada Folly Ekoué. Le ministre délégué en charge de la Jeunesse et des Sports, Abdul-Fahd Fofana était aux côtés de l'ambassadeur de Chine au Togo. Dans son mot de circonstance, il a exprimé sa gratitude à Wang Min, pour l'engagement constant de son pays en faveur du Togo,

pour sa vision éclairée et pragmatique qui place la jeunesse au cœur des priorités nationales. Durant cette célébration, l'on a assisté à des chants, des danses d'ici et de Chine, à des démonstrations des arts martiaux chinois par des jeunes togolais.

**Edem Dadzie**

## Togo / Liberté de la presse

## Le rapport 2025-2026 de l'OTM entre progrès mesurés et défis persistants

Publié à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, le rapport annuel 2025-2026 de l'Observatoire togolais des médias (OTM) offre une lecture nuancée de l'état du secteur. Entre avancées visibles et contraintes structurelles, le paysage médiatique togolais poursuit sa transformation dans un environnement en pleine mutation.



L'un des faits marquants reste la progression du Togo dans le classement mondial de la liberté de la presse. Le pays gagne 24 places, passant de la 121<sup>e</sup> à la 97<sup>e</sup> position. Une évolution qui témoigne d'une certaine amélioration du climat médiatique, malgré un contexte international où les libertés reculent globalement.

Sur le terrain, la diversité des médias demeure notable. Radios, télévisions, presse écrite et plateformes en

ligne coexistent dans un écosystème riche, mais déséquilibré. La forte concentration des organes à Lomé limite encore l'accès équitable à l'information dans les régions.

Le rapport met en lumière l'impact du nouveau Code de la presse et de la communication, en vigueur depuis 2023. Cette réforme structurelle impose aux médias de se conformer à un cadre plus exigeant, tout en renforçant les mécanismes de régulation. La HAAC, appelée à évoluer vers la HARC, voit ainsi son champ d'action étendu, notamment en matière de communication numérique.

Cependant, certaines dispositions suscitent des préoccupations. L'exclusion des réseaux sociaux du champ du Code expose les journalistes à des poursuites relevant du droit commun. Cette situation alimente des craintes quant à la protection effective de la liberté d'expression, en particulier sur les plateformes numériques devenues incontournables.

Le rapport relève également une évolution contrastée des relations entre les médias et les institutions. Si le dialogue avec le gouvernement est jugé globalement constructif, des tensions subsistent avec certains acteurs politiques et administratifs. Par ailleurs, la baisse des plaintes auprès de l'organe de régulation contraste avec une hausse des procédures judiciaires visant des médias.

Face à ces enjeux, l'OTM insiste sur trois priorités : assurer la viabilité économique des entreprises de presse, promouvoir la transparence dans leur fonctionnement et renforcer l'éducation aux médias et à l'information.

En définitive, la presse togolaise apparaît engagée dans une dynamique d'adaptation. Entre exigences professionnelles, pressions économiques et mutations technologiques, elle continue de chercher son équilibre pour mieux remplir sa mission d'information au service du public.

**La Rédaction**

Disparition de Togbui Agboli Agokoli IV  
Le monde coutumier togolais perd un repère historique

Le Togo pleure l'une de ses grandes figures traditionnelles. Togbui Agboli Agokoli IV est décédé le 4 février 2026 à l'âge de 86 ans, mettant fin à un règne marqué par l'attachement aux valeurs ancestrales. Restée confidentielle durant plusieurs semaines, la nouvelle de sa disparition a fini par être rendue publique, provoquant une onde d'émotion dans les communautés.

C'est par le biais du tam-tam parlant que l'annonce s'est propagée dans plusieurs localités de la région Maritime, notamment à Notsè. Ce canal de communication, profondément enraciné dans les traditions, souligne l'importance du souverain et le respect qui lui était voué.

Autorité emblématique de l'aire culturelle éwé, Togbui Agboli Agokoli IV occupait une place singulière dans l'organisation coutumière. Le titre qu'il portait renvoie à une mémoire historique forte, liée aux récits du royaume de Notsè et à la dispersion du peuple éwé à travers le Togo et les pays voisins. À travers cette charge, il incarnait bien plus qu'un chef : un symbole vivant de continuité culturelle.

Tout au long de son règne, il s'est illustré par son engagement à préserver les traditions et à transmettre les repères identitaires aux générations futures. Son influence dépassait le



Togbui Agokoli IV

cadre local, faisant de lui une référence dans les milieux culturels et coutumiers.

Depuis l'annonce de son décès, les hommages affluent. Sur les réseaux sociaux comme dans les cercles traditionnels, nombreux sont ceux qui saluent la mémoire d'un gardien du patrimoine immatériel. Sa disparition laisse un vide notable au sein de la chefferie traditionnelle. Dans l'attente des informations officielles sur les obsèques, le pays s'incline devant la mémoire d'un homme dont l'héritage continuera de marquer durablement l'histoire du peuple éwé.

**La Rédaction**

# #MaCarte MaLiberté

JUSQU'AU 31 JUILLET 2026

**-50%**  
SUR LES  
FRAIS



DEMANDEZ VOTRE CARTE  
**OPEN OU CHALLENGE** VIA  
L'APPLICATION MYCORIS  
BANK OU EN AGENCE  
INFO : 8283

La Banque Autrement

<https://coris.bank>

